

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5, avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 30 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REP (Routière de l'Est Parisien)

Route d'Ecouen
95720 Bouqueval

Références : ud95-2024-037
Code AIOT : 0006506767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 5 décembre 2023 dans l'établissement REP (Routière de l'Est Parisien), implanté Lieu-dit Le Paradis 95720 Le Plessis-Gassot. L'inspection a été annoncée le 27 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte tenu des enjeux relatifs au stockage des déchets et de l'envergure de ce site, l'établissement LA REP du Plessis-Gassot est un site ICPE considéré prioritaire par l'Inspection. À ce titre, au moins une visite d'inspection a lieu chaque année sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REP (Routière de l'Est Parisien)
- Lieu-dit Le Paradis 95720 Le Plessis-Gassot
- Code AIOT : 0006506767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REP exploite sur les communes du Plessis-Gassot, Mesnil-Aubry et d'Ecouen une carrière de sablon et limons et une installation de stockage de déchets non dangereux (ordures ménagères, refus de tri d'encombrants, déchets d'activité économique ultimes) pour le comblement des vides de fouille de la carrière. Une plate-forme de compostage de déchets verts et une autre de broyage de bois sont également exploitées par la société sur le site. Elle a également développé une activité de traitement de terres polluées.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 modifié en dernier lieu le 3 novembre 2021.

L'arrêté ministériel sectoriel du 15 février 2016 modifié s'applique également. Les prescriptions applicables sont celles les plus contraignantes de ces arrêtés.

Les principales caractéristiques du site sont :

- capacité journalière maximale : 3 600 t/j de déchets pouvant être accueillis ;
- capacité annuelle : 1 100 000 t/an de déchets pouvant être stockés dont 790 000 t/an au maximum de déchets non dangereux non inertes ultimes ;
- durée d'exploitation fixée à 21 ans à partir du 19 décembre 2006.

La principale activité du site concerne le stockage de déchets non dangereux qui relève des rubriques 3540-1 (IED) et 2760-2b de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- quantité de déchets stockés,
- registre des déchets reçus,
- contrôles réglementaires,
- gestion du risque incendie,
- rejets atmosphériques,
- rejets aqueux – VLE – autosurveillance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.2	Lettre de suite préfectorale	4 mois
7	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.1	Lettre de suite préfectorale	4 mois
9	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.3	Lettre de suite préfectorale	4 mois
10	Contrôle des dispositifs foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 21	Lettre de suite préfectorale	4 mois
12	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de déchets stockés	AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1	Sans objet
2	Registre des déchets reçus	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.2.4.2	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/03/2012, article 3.2.4	Sans objet
4	Rejets aqueux – VLE	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 4.3.9.1	Sans objet
5	Rejets aqueux – Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 9.2.2	Sans objet
8	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.1.3	Sans objet
11	Moyens de défense	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incendie	article 7.7.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de déchets stockés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1
Thèmes : Situation administrative, quantité de DND stockés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Capacité de l'installation au titre des rubriques 3540-1 et 2760-2 :</p> <p>Installation existante :</p> <p>Poursuite et extension de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.</p> <p>Capacité journalière maximale autorisée : 3 600 t/j</p> <p>Capacité annuelle maximale autorisée : 1 100 000 t/an de déchets dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 790 000 t/an de déchets non dangereux hors déchets inertes – 160 000 t/an en valorisation de déchets non dangereux d'aménagement tels que définis à l'article 2 du présent arrêté. <p>Durée : 21 ans à compter du 19/12/2006</p> <p>Volume total de déchets pouvant être admis à compter du 19/12/2006 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Poursuite de l'exploitation : 5 000 000 m³ – Extension : 14 000 000 m³
<p>Constats :</p> <p>Au 3 décembre 2023, l'ISDND a reçu les quantités de déchets suivantes : 565 903 t de déchets non-dangereux non inertes ultimes, soit encore moins qu'en 2022.</p> <p>L'exploitant confirme, comme l'année dernière, la poursuite de la baisse des tonnages reçus. Selon ses dires, cette évolution s'explique par le ralentissement des activités des entreprises (parts principales des apports de déchets du site).</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant poursuit la comptabilisation séparée des ordures ménagères résiduelles (OMr) reçues dans le cadre des délestages issus des UVE à l'arrêt, comme cela est permis par l'article L. 541-25-1 du code de l'environnement. L'idée est, ici, de dimensionner les éventuelles « capacités de secours » évoquées dans le cadre de la prochaine autorisation (projet d'extension de capacités).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre des déchets reçus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.2.4.2
Thèmes : Risques chroniques, traçabilité des déchets reçus
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le registre des déchets présentés à l'entrée des installations. Ce registre comporte a minima les informations suivantes :</p>

1- la désignation des déchets et leur code [...]; 2- la date de réception des déchets; 3- le tonnage des déchets réceptionnés; 4- la référence du certificat d'information préalable ou du certificat d'acceptation préalable; 5- le nom et l'adresse de l'expéditeur; 6- le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés et triés; 7- le nom, l'adresse du transporteur [...] ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule; 8- l'identification de l'alvéole et du casier où les déchets sont stockés; 9- les résultats des contrôles réalisés à la réception des déchets, y compris les contrôles sur les documents d'accompagnement; 10- la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets adressé au producteur des déchets ou à leur détenteur; 11- le cas échéant, la date de la notification de refus et le motif de refus de prise en charge des déchets.
Constats : Pour son ISDND, l'exploitant tient un registre informatique des déchets entrant sur le site. Ce registre est tenu à jour, en temps réel, via les informations reçues à la pesée des camions. Une extraction papier a été présentée en séance (pour la période du 1er octobre au 30 novembre 2023). Le registre est à jour et contient les informations requises, et notamment l'emplacement précis de stockage des déchets (n° du casier, n° de l'alvéole au sein du casier et hauteur de stockage). Un registre des refus est tenu à part et envoyé régulièrement par l'exploitant à l'Inspection. Les données de l'exploitant sont intégrées toutes les nuits dans RNTDS via une routine. Les données 2022 et 2023 sont dans RNTDS.
La prescription contrôlée est respectée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2012, article 3.2.4
Thèmes : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations de valorisation du biogaz doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration [...] : - Poussières : 75 mg/m ³ , - SO _x en équivalent SO ₂ : 400 mg/m ³ , - NO _x en équivalent NO ₂ : 525 mg/m ³ , - CO : 1 200 mg/m ³ , - COVNM : 50 mg/m ³ .
Constats : L'exploitant indique que, dans la mesure du possible, il évite d'utiliser les torchères pour maximiser la valorisation du biogaz (Gaz torché = 1 % du volume). Des mesures des rejets atmosphériques sont réalisées une fois par an sur les torchères et sur les rejets des moteurs. MOTEURS (rapport SOCOTEC du 17 juillet 2023 fourni en séance) : les résultats sont conformes sur tous les paramètres pour tous les moteurs. Un dépassement mineur mesuré en CO sur les moteurs n° 1 (1 246 mg/m ³ pour une VLE à 1 200 mg/m ³) et n° 7 (1 256 mg/m ³). Une contre-mesure, en

septembre 2023, a été réalisée sur ces deux moteurs, avec des résultats conformes.
TORCHÈRES (contrôle le 1er décembre 2023, rapport en cours à la date de l'inspection) : information orale de l'exploitant indiquant que les résultats sont conformes pour les 4 torchères. Le rapport sera transmis à l'Inspection dès réception.
La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets aqueux – VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 4.3.9.1
Thèmes : Risques chroniques, VLE des eaux résiduaires après épuration
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des effluents dans le milieu récepteur et après épuration, les valeurs limites en concentration et en flux au point de rejet n° 2.
Constats : L'exploitant réalise son autosurveillance concernant la qualité des eaux rejetées selon les fréquences imposées. Il a présenté les rapports correspondants en séance. Ces rapports sont, par ailleurs, envoyés chaque trimestre à l'inspection. Les résultats (rejet n° 2) sont conformes chaque mois sur l'ensemble des paramètres mesurés. Le site fera l'objet d'un contrôle inopiné sur ce point de rejet en 2024.
La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets aqueux – Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 9.2.2
Thèmes : Risques chroniques, autosurveillance des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. L'exploitant doit réaliser les mesures en continu des paramètres suivants : (rejet n° 2). Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées au moins une fois par an et pour l'ensemble des paramètres.
Constats : L'exploitant a effectué en 2023 le programme de surveillance de ses rejets aqueux. Il a fait réaliser les mesures en continu des paramètres suivants : cf. paramètres prévus sur le rejet n° 2. Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 ont été réalisées et, pour l'ensemble des paramètres, les résultats sont conformes.
La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.2
Thèmes : Risques accidentels, plan des zones à risques
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan inclus dans le plan d'intervention, faisant apparaître les différents secteurs de son établissement (casier de stockage, quai de rupture...).</p> <p>L'exploitant a également présenté un plan de circulation du site faisant apparaître les différents secteurs de son établissement. Ce plan fait apparaître également le « bassin pompier » de 11 000 m³ et les réserves d'eau incendie.</p> <p>En revanche, l'exploitant ne dispose pas d'un plan identifiant les zones à risques (incendie, électrique, gaz, toxique...).</p> <p>Non-conformité n° 1 : contrairement à l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des zones à risques. L'exploitant devra réaliser ce plan et être en mesure de le mettre à disposition des secours sans délais en cas d'accident sur l'établissement.</p>
<p>Observations :</p> <p>Considérant l'étendue du site, l'Inspection demande à l'exploitant de produire un plan général des zones à risques mais aussi des plans des zones à risques spécifiques pour les zones particulières suivantes : zone de valorisation du biogaz, zone quai de rupture, zone préparation de CSR (une fois mise en service notamment).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 7 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.1</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, état des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours, notamment au poste d'entrée du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas d'un état des stocks des produits dangereux présents sur site. Les quantités présentes sur site sont relevées par les équipes des secteurs concernés (secteur full service, secteur traitement de l'eau notamment). Parmi les produits dangereux présents sur site, l'inspection note notamment la présence d'une cuve de carburants, des produits de traitement de l'eau et les produits dédiés à la maintenance mécanique</p>

des engins du site.

Non-conformité n° 2 : contrairement à l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks des substances dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements). L'exploitant devra réaliser cet état des stocks et être en mesure de le tenir à disposition des secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.1.3

Thèmes : Risques accidentels, surveillance du site

Prescription contrôlée :

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

L'établissement dispose d'une aire d'attente suffisante pour les camions de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

En dehors des heures d'exploitation, une surveillance du site par gardiennage ou télésurveillance doit être mise en place en permanence.

Constats :

L'Inspection a constaté que l'accès à l'établissement est régulé. Les camions entrants sont gérés au pont bascule et les visiteurs sont listés à l'entrée.

En dehors des heures d'exploitation, l'exploitant a indiqué que deux gardiens sont présents sur l'établissement. Un gardien est situé à l'entrée du site et le second est situé au niveau du casier de stockage en cours de remplissage.

Ce gardiennage est réalisé par la société prestataire AMPS.

Par courriel du 11 décembre 2023, l'exploitant a indiqué que les agents de surveillance sont formés SIAP1 (transmission des dernières attestations de formation).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.3

Thèmes : Risques accidentels, contrôle des installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

Constats :

Ce point n'ayant pas pu être abordé lors de la visite, l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre le dernier rapport de contrôle du secteur biogaz du site.

Le rapport de contrôle électrique, réalisé par l'APAVE et daté du 11 septembre 2023 transmis, fait état de 49 observations, dont 24 sont des non-conformités récurrentes.

Par courriel du 12 décembre 2023, l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre un tableau de suivi des non-conformités électriques, indiquant qui est en charge du suivi des installations et dans quel délai il prévoit un retour à la conformité. L'exploitant a indiqué par courriel du 15 décembre 2023 qu'un tableau numérique de suivi existe mais qu'il doit évoluer. De plus, il a indiqué qu'il a fait appel à son sous-traitant, la société EIFFAGE, pour réaliser un devis d'ici la fin de l'année 2023 ou en janvier 2024, afin d'établir un plan d'actions qui sera déployé à partir de janvier 2024.

Non-conformité n° 3 : contrairement à l'article 7.3.3 de l'arrêté du 19 décembre 2006, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que le matériel électrique est correctement entretenu. L'exploitant devra fournir son plan d'actions visant à démontrer qu'il met en œuvre des actions pour entretenir correctement ses installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Contrôle des dispositifs foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 21

Thèmes : Risques accidentels, contrôle des dispositifs foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre. La dernière vérification a été réalisée en août 2023, suite à la visite précédente du 1er juin 2023 qui concluait à une non-conformité.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 11 décembre 2023, la dernière vérification complète qui a été réalisée le 14 juin 2022.

Ces deux contrôles ont été réalisés par la société ETS RENARD, qui est certifiée Qualifoudre.

Le bureau d'études a rappelé qu'une nouvelle étude technique aurait dû être réalisée depuis la mise à jour de l'analyse de risque foudre (ARF) de 2019.

Par courriel du 12 décembre 2023, l'Inspection a demandé à l'exploitant les suites qui ont été données à cette remarque. L'exploitant a indiqué, par courriel du 15 décembre 2023, que la réalisation de l'étude technique a été lancée dans le cadre de leur projet d'extension du Val'pôle

Non-conformité n° 4 : contrairement à l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010, l'exploitant n'a pas fait procéder à l'installation de nouveaux dispositifs de protection contre la foudre suite à la mise à jour de son ARF. L'exploitant devra transmettre l'étude technique et refaire son installation de protection contre la foudre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.7.3

Thèmes : Risques accidentels, moyens de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :

- une réserve de matériaux non combustibles de plus de 1 000 m³ à proximité du casier du centre de stockage de déchets en cours d'exploitation. Cette réserve est distincte de celle nécessaire à l'exécution des couvertures journalières de déchets visées à l'article 8.1.4.2 du présent arrêté ;
- une réserve de matériaux non combustibles de 1 000 m³ positionnée à proximité du stockage de bois (plateforme de broyage) ;
- des réserves d'eau disponibles en toute circonstance et présentant des capacités suffisantes. Chaque bassin constituant une réserve d'eau permet le positionnement des engins de secours et est associé à une voie d'accessibilité « tous temps ». Ces réserves d'eau disponibles présentent une capacité d'au moins 11 000 m³ ;
- 2 cuves de 120 m³ chacune installées près du quai de rupture existant, équipées en raccords pompiers normalisés ;
- des extincteurs en nombre suffisant appropriés aux risques encourus et judicieusement répartis ;
- de Robinets d'Incendie Armés, conformes aux normes en vigueur et installés dans les bâtiments ; notamment dans le centre de tri des déchets industriels banals et commerciaux.[...]

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que l'exploitant dispose des moyens d'extinction requis par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006. L'exploitant dispose :

- d'une réserve de terres à proximité du casier de stockage de déchets en cours d'exploitation. L'inspection a également constaté que l'entreposage de matières inertes en très grande quantité est réalisé à proximité du casier. L'exploitant a présenté également une bache souple d'eau de 120 m³ située à proximité du casier en exploitation ;

- d'un bassin de 11 000 m³ d'eau alimenté par le forage et à terme par les perméas, disposant d'un raccord pompier ;
- de deux cuves de 120 m³ situées près de la zone de stockage à proximité du quai de rupture. Ces cuves seront complétées par d'autres moyens d'extinction lorsque l'installation accueillera l'activité de préparation CSR ;
- des extincteurs. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que des formations équipiers de 1^{ère} intervention sont dispensées pour certains agents. L'exploitant a présenté des attestations de formation de 2020 et 2021 ;
- des RIA présents au niveau du quai de rupture notamment.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une réserve d'eau de 11 m³ associée à une lance incendie et tractée par un engin agricole.

Ces éléments n'appellent pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Thèmes : Risques accidentels, équipements sous pression

Prescription contrôlée :

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Lors de l'inspection, 3 vases d'expansion, constituant des réservoirs sous pression, ont été identifiés. L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de documents de suivi de ces trois éléments.

Non-conformité n° 5 : contrairement à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, l'exploitant ne dispose pas d'une liste de ses équipements sous pression au sens de cet arrêté ministériel. L'inspection demande à mettre en place un suivi conforme de ces équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois